

Paiement par anticipation des récoltes

● (1410)

J'espère que le ministre nous expliquera que cette mesure législative ne laissera pas champ libre aux offices de commercialisation et ne remplacera pas le droit des producteurs de décider par un référendum s'ils veulent ou non des offices de commercialisation. Nous avons beaucoup entendu parler de l'agriculture ces derniers jours. Il semblerait que l'avenir immédiat ne soit pas prometteur.

Le *Globe and Mail* d'hier faisait état de la constatation par la Commission de lutte contre l'inflation de la baisse du prix des aliments. Je pense qu'on peut dire sans trop risquer de se tromper que la majeure partie de la baisse était attribuable aux prix à la ferme et non, comme l'a dit la Commission, aux secteurs du détail et de la transformation ou de la distribution. Les perspectives de ventes de la Commission de blé, par exemple, ne semblent pas bonnes. Les négociants mondiaux à la bourse de Chicago laissent certes entendre que ce que devrait être le prix du blé a accusé une baisse appréciable depuis un an. Peut-être les media et les communiqués émis partout dans le monde ont-ils une tendance à exagérer les répercussions de la sécheresse et des désastres naturels et l'attente que les ventes et les exportations d'aliments continuent toujours à augmenter.

En vérité, la hausse prochaine des prix mondiaux du pétrole devrait entraîner une baisse du commerce mondial de produits alimentaires. On peut certes dire qu'il faut se contenter de la production de l'année la plus médiocre. Il y aura nécessairement des périodes d'excédent à l'avenir. En fait, s'il n'y en avait pas, il est évident que bien des gens mourraient de faim quand les désastres naturels inévitables réduiront les approvisionnements mondiaux.

Les exportations de produits agricoles sont une source importante de change étranger et influent beaucoup sur le niveau de vie des Canadiens. En général, nous avons exporté plus de produits agricoles que nous n'en avons importé. Cela n'a pas toujours été le cas. Si le commerce mondial diminuait, nous nous buterions à une farouche concurrence des producteurs de grain américains qui semblent avoir beaucoup plus augmenté leur efficacité que les agriculteurs canadiens de l'Ouest. L'industrie des grains de l'Ouest qui produit presque tous les surplus exportables d'aliments canadiens, a subi des profondes transformations depuis huit ans. Bien des gens ont quitté les fermes, ce qui signifie que la productivité dépend d'une plus grande utilisation des machines. Cependant, compte tenu de la montée prévisible, voire même inévitable, du prix des machines et des carburants agricoles, il se peut que la hausse des frais de production soit plus prononcée au Canada que dans d'autres pays exportateurs. On entend souvent dire que les prix sont beaucoup plus élevés au Canada qu'aux États-Unis pour des produits comparables, surtout pour ce qui est des frais de production et de transport. L'agriculture ne fait pas exception. Assurément, nos frais de production et de transport sont plus élevés que chez nos voisins du sud.

Il arrive bien souvent que nos politiques agricoles paraissent défavoriser la main-d'œuvre agricole. Il est vrai que l'activité agricole pour la plupart des gens n'est pas aussi attrayante que ne le sont d'autres emplois qu'ils peuvent exercer dans les villes

et les villages. Beaucoup de politiques agricoles que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux désirent adopter paraissent avoir accéléré la transformation de l'agriculture d'une entreprise de main-d'œuvre en une entreprise de capitaux. Ces politiques ont favorisé la création des grandes exploitations, ce qui a accru l'efficacité immédiate de l'agriculture, mais il reste à savoir si cette évolution contribuera à renforcer l'industrie. Depuis 25 ans, l'efficacité de la production agricole peut être attribuée à la modicité des prix du pétrole et du gaz, ainsi que des engrais et des herbicides fabriqués à partir de ces deux produits. Mais puisque l'on prévoit une hausse des prix de ces composantes, il faudrait procéder à des rajustements difficiles et, à la longue, le prix des aliments sera passablement plus élevé.

J'aimerais dire quelques mots de notre politique agricole actuelle laquelle mérite qu'on s'y attarde, selon moi. Je mentionnerai un éditorial paru dans la livraison du 7 octobre du *Western Producer* qui s'intitulait: «Il est temps de changer la politique du double prix du blé». Cet article rappelle que depuis 1973, les minoteries canadiennes achètent de la Commission canadienne du blé, du blé destiné à la consommation intérieure à \$3.25 le boisseau, et que le gouvernement fédéral comble la différence quand les prix varient de \$4.75 à \$5 et les agriculteurs ont contribué à ce programme quand les prix du marché mondial étaient supérieurs à \$5.

Maintenant, le prix du blé a baissé énormément. En septembre, le blé rouge de printemps n° 1 CW se vendait \$3.43 à Thunder Bay, soit près de \$2 de moins qu'il y a un an. Il semble probable que le prix baissera encore vu la quantité en réserve dans le monde entier. Selon nous, il serait opportun de rétablir immédiatement le système de double prix. La Commission du blé a dit avoir vendu sur les marchés internationaux de grandes quantités de grain pour livraison ultérieure mais nous ne savons pas au juste si ce grain est entre les mains des importateurs ou s'il a simplement été vendu à des courtiers et devra être revendu plus tard sur les marchés mondiaux.

De toute façon, le prix que reçoivent les agriculteurs de l'Ouest du Canada baissera énormément. Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé a annoncé qu'il demandait à la Fédération canadienne de l'agriculture de déterminer le prix plancher approprié pour le blé vendu aux meuniers canadiens et que la Fédération avait indiqué qu'il lui fallait connaître le prix net plus la commission et ainsi de suite. A mon avis, il importe de déterminer ce prix minimum immédiatement.

J'aimerais aussi parler de ce qui, à mon avis, a empêché la vente d'une quantité considérable d'orge canadien à l'étranger et a réduit le prix de vente de l'orge canadien obtenu par les producteurs d'environ 100 millions de dollars et qui a peut-être empêché une augmentation équivalente des devises étrangères. Je veux parler de la politique relative aux ventes d'orge sur le marché de l'Est du Canada. Dans le numéro du 7 octobre du *Western Producer*, on indique que, selon la Cargill Grain Company et la Palliser Wheat Growers Association, les agriculteurs ne devraient pas mettre leur orge en vente sur le marché public parce qu'ils pourront obtenir un bien meilleur prix de vente.